

Obama, après la rhétorique, la réalité économique

Laccession de Barack Obama à la présidence des Etats-Unis est une révolution mais marque également un changement en terme de génération et de cycle politique. La crise financière a modifié le paysage des Etats-Unis. Le nouveau président qui prendra ses fonctions en janvier devra relever plusieurs défis : économique, social, diplomatique pour répondre aux espoirs suscités durant la campagne.



POINT DE VUE JACQUES MISTRAL

Membre du Conseil d'analyse économique, directeur des études économiques à l'Ifri (*)

Barack Obama, le premier afro-américain élu président des Etats-Unis, c'est une révolution. Mais cette élection est un tournant à bien d'autres titres. Le 4 novembre 2008 marque la fin d'une époque à la fois sur le plan démographique (Barack Obama est le premier dirigeant de la génération post-baby-boom), sur le plan politique (la défaite républicaine marque la fin d'un quart de siècle dominé par le courant conservateur et ultra-libéral) et sur le plan économique : la crise financière a mis un terme brutal à une croissance de plus en plus artificielle parce qu'alimentée par un endettement incontrôlé. La crise économique a, depuis septembre, été le meilleur soutien de la candidature Obama; aujourd'hui, les difficultés commencent. La transition entre la rhétorique de campagne et l'exercice des responsabilités exécutives s'annonce turbulente ! L'ampleur du succès démocrate révèle les attentes d'un électorat frustré par le désastre auquel aboutissent les politiques suivies depuis 8 ans qui mettent en péril aujourd'hui l'avenir personnel de chacun (excepté les plus aisés). Dans ce contexte, une large ma-

ajorité démocrate pourrait être tentée par une politique agressive de redistribution; elle trouverait vite ses limites. Les politiques ultra-partisanes n'ont pas beaucoup de succès en Amérique. Souvenons-nous par exemple de Bill Clinton adoptant, après son arrivée à la Maison-Blanche, un agenda typiquement démocrate; deux ans plus tard, sa popularité était tombée à 35 % et les républicains remportaient une victoire éclatante à la Chambre : Barack Obama a certainement retenu la leçon. Quoi qu'en ait dit John McCain, il n'y a rien de moins socialiste que la plate-forme de Barack Obama ! Comme Roosevelt ou JFK, il a convaincu une opinion publique profondément méfiante à l'égard du gouvernement fédéral parce qu'il a su inscrire la re-intervention de l'Etat qu'impose la dureté des temps dans une philosophie politique qui reste fondamentalement hostile à cette orientation. La crise économique soulève des difficultés sans précédent. Au niveau des principes, celles-ci se résument en deux objectifs partiellement contradictoires : répondre aux besoins pressants qu'appelle la récession, restaurer les fonda-

tions d'une croissance saine a moyen terme. Le pragmatisme éclairé qui inspirera l'action de la Maison-Blanche pourrait ressembler à ce qui suit.

En matière budgétaire, le consensus est qu'il existe des temps pour la rigueur et qu'il y en a d'autres où la vertu impose de soutenir l'économie. Un second plan de relance (un "stimulus package") est sur les rails et pourrait être adopté avant les fêtes. Il portera la trace des orientations du président élu. Très vite, commencera aussi la préparation du budget 2010. Les mesures fiscales n'auront pas un caractère punitif, plutôt que de parler de « hausse des taux », il s'agirait plutôt de revenir à ceux en vigueur sous Bill Clinton, qui avait accompagné une formidable période de croissance permettant de réduire les déficits. Les mesures en faveur d'une meilleure couverture santé pourraient être introduites de la même manière comme un remède à l'un des principaux défis structurels, l'explosion des dépenses de Medicare et Medicaid. Quant à la croissance, il faut s'attendre à voir l'accent mis sur l'éducation, la recherche et l'investissement pour répondre aux préoccupations répandues concernant la perte de compétitivité de l'Amérique. Celle-ci continuera à faire confiance au fonctionnement des marchés du travail et du capital parce qu'ils ont soutenu une extraordinaire phase de croissance de la productivité. En revanche, le « partage des fruits de la croissance » est devenu un thème très sensible, la concentration des revenus et de la richesse est allée trop loin. « Un marché du travail qui fonctionne bien, a récemment écrit Bob Rubin, ancien secrétaire au Trésor de Bill Clinton, est un marché où les salariés et les entreprises négocient à armes égales ». Si cette analyse s'imposait, le renouveau de la négociation collective qui en résulterait serait a coup sur une autre révolution !

Le retour en grâce de l'idée de régulation est une conséquence inévitable de la crise financière. La méfiance de Main Street a l'égard de Wall Street est

telle que l'administration, et plus encore les élus (souvenons-nous de la loi Sarbanes-Oxley), devront explicitement remettre la supervision du système financier au service de l'emploi, de l'épargne, et de la sécurité des actifs. La situation des fonds de pension lorsque seront pleinement visibles les conséquences de la chute des marchés financiers pèsera lourd dans la balance. C'est le sort de la classe moyenne qui est en jeu : ne pas restaurer la confiance, ce serait ébranler le contrat social qui repose sur les bénéfices du libre marché. Beaucoup de pression est à attendre lorsqu'il s'agira de définir les bons moyens de protéger les ménages et de prévenir les risques systémiques sans affaiblir le dynamisme de l'économie.

En matière internationale, finalement, il faudra suivre attentivement l'attitude de la Chambre, et faire attention, comme en 2006, aux nouveaux élus; mais il ne faut pas redouter à ce stade de la nouvelle administration qu'elle cède aux sirènes protectionnistes : l'Amérique de Barack Obama est ouverte et compétitive, elle fera face aux défis de la globalisation. Quel rôle jouera-t-elle dans la réforme de sa gouvernance ? Il y a peu à attendre, de ce point de vue, de la réunion de Washington du 15 novembre convoquée par un président dévalué et en fin de mandat : la réponse viendra l'an prochain. Marquera-t-elle un retour du leadership américain ?

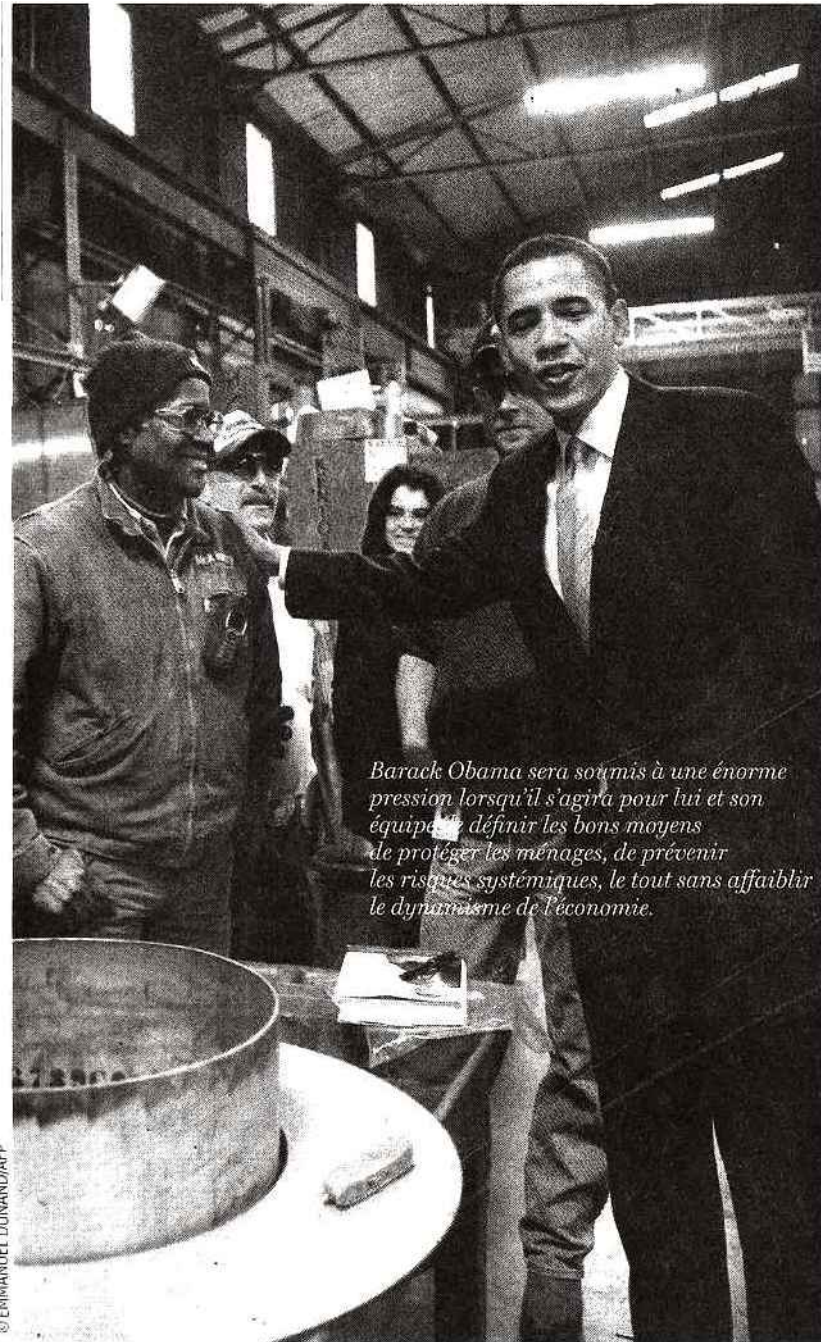
(*) Auteur de « La Troisième Révolution américaine », Perrin, Septembre 2008.

DES IDÉES SUR LE WEB

L'achat aux enchères des titres toxiques

DAVID SALAN

Parmi les dispositions du plan Paulson pour venir au secours du système bancaire des États-Unis, il y a celle d'enchères inversées.



Barack Obama sera soumis à une énorme pression lorsqu'il s'agira pour lui et son équipe de définir les bons moyens de protéger les ménages, de prévenir les risques systémiques, le tout sans affaiblir le dynamisme de l'économie.

© EMMANUEL DUNAND/AFP